

## LE GRAND DEBAT NATIONAL

organisé par l'association des maires du bassin d'Albertville  
- ALBERTVILLE - MERCREDI 13 FEVRIER 2019

**4 thèmes abordés**  
**Fiscalité et dépenses publiques**  
**Transition énergétique**  
**Démocratie et citoyenneté**  
**Organisation de l'État et des services publics**

### COMPTE RENDU

#### Monsieur le maire

Nous avons ce soir onze tables d'environ dix-douze personnes, 120 à 130 personnes qui se sont exprimées ce soir, qui ont pu débattre dans le respect de cette nouvelle forme de citoyenneté.

Les onze rapporteurs vont dire ce qui s'est dit à leur table.  
Tout ce qui est dit là sera enregistré. Il n'y aura pas de transposition, d'interprétation, le texte étant fidèlement reproduit.

#### TABLE 1 : FISCALITE ET DEPENSES PUBLIQUES

##### Rapporteur 1

Nous avons essentiellement parlé de la dette, cette dette qui depuis les années 1975 augmente chaque année.

Dans notre groupe, nous avons des personnes qui avaient bien travaillé et étayé le dossier et qui nous ont montré avec des chiffres, que l'on a les moyens de récupérer l'argent de cette dette. On peut l'éponger, certes pas rapidement, mais on est capable de l'éponger. Cela veut dire que le système, les institutions, fonctionnent mal, que les contrôles sont mal faits. Je prendrais un simple exemple, moi qui ai travaillé dans le privé, j'étais largement contrôlé : j'avais un patron, j'avais des contrôleurs de gestion, et cela à priori fonctionne mal dans le public.

Nous en sommes arrivés à la conclusion suivante : c'est de mettre des contrôleurs, des citoyens contrôleurs, au niveau municipal, au niveau des communautés de communes, au niveau départemental, au niveau régional etc. et que ces citoyens contrôlent et demandent aux gens qui sont payés pour ça de faire ces contrôles.

##### Rapporteur 2

Nous parlions d'un taux de 40 % de dette, nous mettions en avant la fraude à la TVA, les fraudes des particuliers, les défauts de cotisation des employeurs.

Nous avons également mis en avant toutes les niches fiscales et dit qu'une politique de surveillance serait à mettre en place, mais en bipartite, où les citoyens seraient associés, et une politique de surveillance à tous les échelons.

Nous avons beaucoup décrié tous les doublons qui existent, que ce soit au niveau européen et dans toutes les strates de l'État.

## **Rapporteur 1**

Dans la discussion, nous avons aussi parlé d'harmonisation fiscale au niveau de tous les États de l'Europe, puisque le 26 mai on va voter, je crois qu'il faudrait qu'on demande à tous les députés européens, du moins aux nôtres, d'y aller déjà pour bosser et pas simplement prendre le pognon et rentrer à la maison, et puis de créer vraiment cette harmonisation fiscale qui permettra à l'Europe de fonctionner certainement beaucoup mieux.

## **Rapporteur 2**

Nous disions qu'en France, on était le pays qui payait le plus d'impôts mais aussi que c'était le pays qui en redistribuait le plus. Par contre, 45 % des gens payent des impôts et 70 % de l'impôt est payé par 10 % des gens, disions-nous.

## **Monsieur le Maire**

L'idée, c'est bien d'exprimer les choix, les solutions que vous avez, des propositions, plutôt que de dire ce qui ne va pas. Je pense que c'est cela qui sera le mieux entendu et le plus efficace pour éventuellement faire une nouvelle politique au niveau du gouvernement. Si vous avez encore des choses à compléter.

## **Rapporteur 2**

Pour compléter en une phrase, il a quand même été dit et redit à plusieurs reprises par les personnes qui étaient autour de la table, qu'il fallait un contrôle des dépenses publiques, avec des contraintes maximales de salaires et d'indemnités, notamment pour les hauts fonctionnaires.

## **TABLE 2 : CITOYENNETE ET DEMOCRATIE**

### **Rapporteur 3**

Nous avons bien débattu autour d'une table où il y avait des « pour » et des « contre » et la discussion était enrichissante. Nous avons trouvé des solutions, des idées que je vais essayer de vous détailler très brièvement.

Une grande partie de la table était d'accord sur le fonctionnement de l'institution, le peuple, le pouvoir en place, avec une élection tous les 5 ans, mais il y a certaines personnes à la table qui souhaiteraient voir donner plus de pouvoir aux syndicats et aux associations.

Nous étions aussi majoritairement pour le vote obligatoire et donc la diminution des votes blancs.

Nous préconisons également de prendre des mesures pour limiter le pouvoir des lois et des grands corps de l'État.

Certains à la table pensent que monsieur le Président de la République a trop de pouvoirs et ils souhaiteraient que ce pouvoir soit plus partagé.

Au sujet des référendums, surtout des référendums locaux qui sont demandés, demander notre avis sur certains dossiers, réalisations de la commune.

Concernant l'éducation, éducation des valeurs de la France et des droits civiques obligatoire dès les jeunes classes, mesure très importante pour mettre les jeunes dans le droit chemin.

### **TABLE 3 : CITOYENNETE ET DEMOCRATIE**

#### **Rapporteur 4**

Nous étions loin d'être toujours d'accord. Ce que je peux donc vous rapporter, c'est une suite de remarques qui parfois se contredisent parce que c'était des avis divergents.

La première remarque qui a été faite c'est que le citoyen fait partie de la cité et son premier devoir est de voter.

Autre remarque, le problème quand on vote c'est le sens de ce vote : si on choisit des élus, cela ne veut pas dire qu'on décide de ce qu'on voulait.

A propos du référendum d'initiative citoyenne

Une personne était pour un RIC dur, c'est à dire qui permette de voter des lois, d'abroger des lois existantes et de révoquer des élus.

Une autre remarque, c'est que tout le monde n'a pas la compétence pour voter les lois et il nous faut donc des représentants intermédiaires.

Une autre opinion encore à ce sujet, le RIC risque d'être le « bazar », il faut faire confiance aux élus.

Et enfin, une dernière opinion : oui au référendum sur certains sujets à condition qu'ils soient bien choisis.

Et encore une remarque sur les référendums qui ont eu lieu dernièrement en France, ils ont souvent donné lieu à des regrets sur leurs résultats.

Alors, la démocratie représentative pose des problèmes, c'est vrai que le RIC serait la solution mais il y a le problème de l'influence des médias au moment d'un référendum, médias qui peuvent donc influencer fortement les votes.

On a beaucoup parlé du RIC.

Quelqu'un d'autre a dit qu'il est dangereux mais qu'il existe au niveau européen une autre forme de consultation, l'ICE, l'initiative citoyenne européenne, qui permet d'amener des questions en débat devant la commission européenne. Sur ce modèle, on pourrait instituer la même chose en France qui aboutirait à obliger le parlement à discuter des propositions qui seraient faites dans le cas de cette ICF.

Après, nous avons abordé le sujet de la démocratie participative qui peut être un complément intéressant à la démocratie représentative.

Cette démocratie participative, il fallait d'abord la penser au niveau local, c'est à dire de la commune, en passant par tous les niveaux intermédiaires, et cela à l'aide de dispositions qui rendraient obligatoire l'ouverture des commissions municipales aux citoyens, la consultation des citoyens à leur demande sur les sujets qui les concernent soit au niveau local, soit au niveau supérieur.

On est revenu sur le RIC. Des personnes souhaitaient que l'on prenne exemple sur des pays extérieurs qui le pratiquent et qui donc démontrent que c'est quelque chose qui peut se faire. Il faut prévoir un temps nécessaire pour le débat et sans doute un délai assez long avant que le vote ait lieu, de manière à ce que ce débat soit le plus large possible.

Nous sommes ensuite revenus sur la participation à la démocratie locale. Nous avons remarqué que souvent personne ne participait aux réunions des conseils municipaux mais sans doute que l'on ne donne pas envie aux citoyens de participer, de même que l'on n'ouvre souvent pas les commissions aux non-élus et ils n'ont pas l'occasion de participer. Une autre façon de participer en tant que citoyen, c'est d'agir dans le cadre des associations et, à ce propos, des personnes disaient que cette démocratie devrait être développée dans les entreprises et les administrations, pour les employés alors qu'elle est très insuffisante actuellement. Le niveau local est le premier niveau de la démocratie dans lequel on a le plus de chance de pouvoir peser sur les décisions.

Enfin pour finir, plusieurs personnes ont dit que le tirage au sort était à développer pour beaucoup de formes de représentations.

### **Rapporteur 13**

Je souhaite apporter un complément d'information suite à la prestation de la personne sur le thème de citoyenneté et démocratie.

Nous avons noté des points complémentaires concernant le système institutionnel qui était à modifier par la création de chambres de participation citoyenne composées de représentants d'associations, de syndicats et de citoyens tirés au sort qui proposeraient des lois et les contrôlèrent.

Autre point : le contrôle des lobbies et des instances décisionnaires, au niveau des hauts fonctionnaires.

Autre point qui nous paraissait important : il est question de supprimer les enquêtes publiques, deux régions en font l'expérience actuellement, pour nous, c'est une atteinte à la démocratie.

C'est le moyen pour les citoyens qui ont encore la possibilité de s'exprimer, notamment sur le plan d'urbanisme ou autres plans ou travaux importants, ce qui met aussi en exergue la possibilité au niveau local, dans les quartiers, de prendre en compte, d'écouter les propositions des habitants qui, souvent, connaissent bien les problèmes qui les concernent. Donc, des comités de quartier qui remplissent très bien cette belle fonction, notion de participation citoyenne.

Concernant la citoyenneté, on constate le manque d'adhésion au niveau syndical, au niveau de la participation lors de votes ou d'autres manifestations citoyennes. La citoyenneté, sa sensibilisation se perd, elle pourrait être abordée aussi dès le plus jeune âge, au niveau scolaire.

## **TABLE 4 : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE**

### **Rapporteur 5**

La table était composée d'un panel de personnes intéressées par le thème. Cela

aurait été peut-être bien d'avoir des avis divergents puisque nous sommes tombés à peu près tous d'accord sur les thèmes. Quand j'écoute les autres tables, j'ai l'impression que le débat était un peu plus ouvert.

Alors, je vais faire des propositions pratiques sur les mesures à prendre pour aller vers une transition écologique et énergétique.

En premier lieu, c'était d'avoir plus de sobriété énergétique.

La sobriété, c'est la sobriété dans les déplacements, les limiter ; la sobriété dans les consommations énergétiques des bâtiments et de l'industrie.

Pour cela, il faut vraiment que l'on change tous de comportement, que l'on arrête d'être égoïste.

Les mesures pour le transport

Encourager l'utilisation du vélo avec des infrastructures mais aussi avec des possibilités dans les villes et les territoires d'avoir accès à des vélos en libre service ou en location, qu'ils soient électriques ou non. Il faudrait les développer avec plus de points d'installation afin que les gens aient moins à réfléchir et les utilisent beaucoup plus facilement, cela peut aussi être des trottinettes.

Des transports en commun à développer, pour qu'ils soient plus réguliers, avec des réseaux plus développés qui soient moins centrés sur les villes mais aussi un peu sur les territoires alentours. Il y a une problématique évoquée avec notamment le Beaufortain qui est très peu desservi.

Dans le même esprit, favoriser les navettes vers les stations, parce qu'en hiver les travailleurs dans les stations n'ont souvent pas de navette pour monter et donc beaucoup montent tout seul dans leur voiture ou en tout cas ne sont pas très nombreux dans les voitures. Cela est aussi valable pour les clients qui aimeraient bien partir d'Albertville et aller skier avec un bus, mais aujourd'hui c'est quasiment impossible.

Ensuite, nous avons une proposition pour encourager à faire baisser les émissions de CO2 pour les véhicules : que les assureurs prennent en compte les émissions de CO2 dans les coûts des assurances, à priori aujourd'hui c'est plutôt l'inverse. Également, que chacun arrête de vouloir des grosses voitures bien lourdes qui consomment beaucoup pour faire classe et donc que l'on puisse proposer des voitures plus légères et forcément moins grosses, en laissant de côté cette mode du SUV.

Ensuite, pour limiter les transports, pour être plus sobre : encourager le télétravail qui aujourd'hui n'est malheureusement pas assez développé, peut-être pour des raisons de manque de confiance des employeurs. L'encourager pour qu'au moins un, deux ou trois jours par semaine les gens qui travaillent dans des bureaux puissent faire la même chose à la maison.

Aussi, étaler les horaires de travail pour désencombrer les transports en commun dans les villes, éviter les embouteillages et réduire la pollution.

Dernière proposition pour le transport sur laquelle nous étions tous d'accord : taxer le kérosène.

Au niveau des emballages : interdire les suremballages, interdire les produits jetables ou en tout cas les limiter.

D'un point de vue alimentaire, manger local, bio ou presque bio.

Pour les paysans, les aider à trouver du foncier pour s'installer, aider ceux qui veulent s'installer pour faire du local et du bio ou du moins du pas très polluant.

Verbaliser les dépôts sauvages, les mégots ...

Si on parle du bâtiment, simplifier les aides parce qu'actuellement c'est « une usine à gaz » pour la rénovation énergétique, simplifier les normes de construction aussi parce ce que cela conduit souvent à des bâtiments plus chers qu'ils ne pourraient l'être.

Interdire le glyphosate.

Encourager le compost même si cela commence à être développé mais le développer davantage.

Encourager la méthanisation avec des collectes en porte-à-porte auprès des particuliers.

Que les aides européennes de la PAC prennent en compte l'utilisation ou non de pesticides afin de favoriser les productions agricoles plus propres.

Et aussi faire un bilan de la biodiversité clair au niveau national.

## **TABLE 5 : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE**

### **Rapporteur 6**

Nous étions une table de sept personnes seulement, donc une petite table sur ce sujet-là, avec une moyenne d'âge qui était plutôt élevée. Je tenais à le signaler notamment parce que j'ai été surpris par la fougue et la conviction avec lesquelles ces sujets ont été abordés par mes partenaires de table et notamment parce que l'on a souvent l'impression que c'est un sujet qui est beaucoup défendu par la jeunesse. Mais aujourd'hui, je suis vraiment content d'avoir constaté que c'était partagé aussi par les plus anciens en pensant à leurs petits-enfants.

On a abordé des sujets variés, on a parlé transport, on a parlé de transport alternatif, on a parlé de transport maritime, de transport aérien, de transport propre. On a parlé d'alimentation, d'alimentation qui vient du bout du monde, on a parlé d'alimentation locale en faisant l'éloge justement de ce type d'alimentation.

On a parlé de diversité en se plaignant que l'on ait de moins en moins d'insectes, de moins en moins d'oiseaux, qui jouent un rôle important pour l'agriculture, le dernier thème abordé. On a parlé d'agriculture raisonnée notamment, d'agriculture bio.

Et donc tous ces thèmes, nous les avons abordés avec conviction et nous avons voulu faire ressortir une préconisation globale pour être clair dans notre discours, une préconisation tournée vers la taxe mais avec une utilisation derrière.

Donc, l'idée à retenir de cette table, c'est qu'il s'agit de taxer tous les pollueurs à leur juste niveau en fonction de leurs impacts.

Évidemment, nous en faisons partie en tant qu'utilisateurs de nos voitures et autre. Il y a bien sûr les particuliers mais évidemment on pense aussi aux entreprises, notamment aux entreprises comme TOTAL, aux entreprises de transport maritime, aux entreprises de transport aérien.

Aujourd'hui, il s'agit de les taxer à leur juste niveau et surtout rendre des comptes sur l'utilisation de cet argent pour la recherche, argent qui doit être alloué à la

recherche et à l'amélioration des technologies dans ces domaines. Et, c'est là où cela rejoint l'intérêt économique parce que si l'on développe la recherche, cela va ouvrir des emplois dans ces filières et l'on voit un cercle plutôt vertueux même économiquement sur ces sujets-là.

## **TABLE 6 : ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLICS**

### **Rapporteur 7**

Notre table a réfléchi sur l'organisation de l'État et des services publics, cela nous a permis d'envisager certaines propositions sur les collectivités territoriales, sur leurs organisations, leurs élus mais aussi d'évoquer un certain nombre de services publics en dégagant des propositions concrètes pour leur meilleur fonctionnement.

Sur les collectivités territoriales, nous avons rappelé l'importance de l'échelon communal qui pour nous doit être comme une collectivité-porte, c'est à dire que derrière chaque porte de mairie, il doit y avoir un point d'information pour permettre à tous les citoyens d'accéder et de recevoir toutes les informations de base sur leur quotidien et les problématiques d'ordre général.

Avoir la commune pour interlocuteur premier, avec un agent polyvalent dans chaque commune qui puisse renseigner les personnes au plus près de chez elles sur ce qui habite leur quotidien.

Nous avons parlé également du grand nombre de communes en France et d'incitation forte à leur fusion mais c'est sans oublier que le nouvel échelon qui serait créé ou même l'intercommunalité de façon générale doit devenir beaucoup plus démocratique qu'elle ne l'est aujourd'hui. La responsabilisation de l'ensemble de communes qui surgirait doit se faire avec une démocratisation de leur fonctionnement et des personnes qui sont à leur tête.

Bien sûr, nous connaissons le millefeuille territorial à la française. Nous avons envisagé la suppression d'un échelon qui paraissait moins nécessaire aujourd'hui qu'hier, qui est celui du département, au profit des agglomérations et des intercommunalités qui seraient mieux gérées et plus démocratiques.

Pour parler des différents services publics, le premier que nous avons abordé, c'est celui des transports où les collectivités territoriales ont une place de choix dans la décision, dans la conception du réseau, la répartition des modalités d'accès aux transports.

Et on a pensé à quelque chose de très pratique, c'est inciter les communes ou les intercommunalités à travers leur PLU ou PLUI, de les obliger à prévoir, dans le cadre de la conception de ce PLU, des aires de covoiturage ou du moins des modalités pour étoffer le réseau de transports en commun. Au même titre qu'il y a des composantes du PLU, écologiques, économiques, il y ait une composante transport qui soit très exigeante pour que justement chaque PLU contienne, voilà, une aire de covoiturage ou du moins que l'on force à installer certaines aires, certains pôles de transports là où il est besoin.

Nous avons également parlé de la question des élus et, c'est vrai, de leurs indemnités. Aussi, pour réduire peut-être ce que certains peuvent décrire comme un appât du gain pour certains élus, en désirant cumuler les mandats pour cumuler les indemnités, il a été question à notre table d'imposer un plafonnement de ces

indemnités en cas de cumul des mandats locaux pour inciter les élus à se concentrer sur un mandat, deux maximum, mais en tout cas retirer tout aspect d'appât du gain dans le cumul.

Nous avons évoqué bien évidemment le service public de la justice : pour une justice de proximité, une présence forte des juridictions dans nos territoires, au plus proche des citoyens. Que ce soient des juridictions avec une plénitude de compétences, que ce ne soient pas des juridictions qui se meurent, auxquelles on retire des compétences, ce qui aboutit finalement à leurs suppressions. Non, de véritables juridictions, plus proches des citoyens. Certains autour de la table, on fait remarquer que la justice administrative est à Grenoble, donc elle est très éloignée de nos réalités, elle mériterait d'être plus décentralisée, d'être présente y compris dans nos vallées.

Sur l'organisation de la justice et la place de l'électeur, la place du citoyen, dans son fonctionnement, qui importait beaucoup à la table, il a été question de développer ces aires de démocratisation de la justice. On parle souvent du juré du jury d'assises, que le citoyen, l'électeur, soit également présent devant d'autres juridictions, pour porter la voix du peuple et le faire présent aussi dans les décisions de justice.

Dernier service public que nous avons abordé, celui de l'éducation, pouvant compter sur l'expertise d'anciens fonctionnaires de l'Éducation nationale.

C'était plutôt des propositions d'encouragement à poursuivre. Par exemple, le dédoublement des classes essentielles comme le CP pour réduire le nombre d'élèves dans celles-ci et encourager le projet de scolarisation obligatoire des 3 ans. On apprend à s'exprimer à l'oral entre trois et six ans, en maternelle, et c'est très important pour l'apprentissage de la lecture à six ans au CP.

Sur la contribution financière à ces services publics, on a jugé qu'on devait également en parler car on est membre d'une communauté qui bénéficie de ces services publics et l'on pense que chaque membre de cette communauté doit contribuer financièrement au bénéfice de ce service public et à sa pérennité, d'où l'idée que nous avons que chacun paye, même modestement, un impôt pour que justement il y ait un lien avec le financement de ce service public dont on bénéficie.

## **TABLE 7 : ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLICS**

### **Rapporteur 8**

Nous n'étions pas d'accord sur le document qui nous était proposé, nous le trouvions tous trop orienté.

Nous étions en désaccord sur la suppression des petites communes, même si quelques personnes étaient pour la suppression des petites communes.

Sur le phénomène de l'hyper féminisation des services publics : aux yeux de certains, il y a beaucoup trop de gent féminine dans les services publics et cela génère quelques soucis. Nous n'étions pas d'accord sur ce point-là mais il faut savoir qu'il y a des gens qui le pensent, je le dis comme je l'ai entendu.

La nationalisation des énergies

Un service public disponible pour l'utilisateur et non l'inverse. Quand on vous donne un rendez vous à 15 heures et que vous travaillez, c'est compliqué, on ne va pas prendre un demi RTT pour aller remplir un document à la préfecture ou je ne sais où.



Il faut que le service public s'adapte au monde dans lequel nous vivons tous, avec ses contraintes, et non pas l'inverse.

Stop à l'immatériel, ça suffit, il y en a déjà beaucoup trop.  
Nous voulons voir des humains de qualité derrière une banque d'un service public et non plus un ordinateur.

Nous étions d'accord sur les collectivités territoriales auxquelles nous sommes le plus attachés : le département et la commune, la région, moyennement, et l'intercommunalité, pas du tout.

Les services publics qui doivent évoluer rapidement :  
L'Éducation nationale qui nous semble être l'élément essentiel de notre évolution et de ce que l'on veut voir demain dans notre beau pays.  
Pôle emploi et la justice, beaucoup trop lente aujourd'hui, avec des réponses qui sont trop éloignées.  
L'État, on lui demande d'être exemplaire. Aujourd'hui, il est loin d'être exemplaire dans tout ce qu'il fait, nous voulons qu'il le soit dans l'éthique et dans la gestion de ses dépenses. Un État qui est aujourd'hui trop soumis à l'Europe et donc qui n'a pas forcément les mains libres sur beaucoup de sujets. Aujourd'hui, on aimerait qu'il soit un peu plus souverain et qu'il soit plus libre de ses choix.

Simplifier l'organisation<sup>^</sup>, remettre de l'humain, réorganiser la haute fonction publique : c'est un problème pour beaucoup de personnes autour de la table, la haute fonction publique dérange beaucoup.  
Je pense qu'il y a un travail à faire autour de cela : redéfinir le périmètre de l'État, doit-on encore déléguer davantage aux collectivités territoriales, c'est un débat que l'on a eu autour de la table, vaste sujet et très intéressant.

## **TABLE 8 : FISCALITE ET DEPENSES PUBLIQUES**

### **Rapporteur 9**

Nous avons surtout parlé de la fiscalité.

Les dépenses publiques  
Autour de la table, nous avons beaucoup dit « stop ». « Stop » aux fonctionnaires sans fonction, « stop » aux multiplicités d'organismes sans fonction et « stop » aux fonctionnaires territoriaux sans mission. « Stop » aux privilèges, les privilèges des élus, les privilèges des gouvernants.

Concernant la fiscalité pure, c'est à dire l'impôt sur le revenu, la fiscalité des entreprises  
Concernant la fiscalité des entreprises, il y avait autour de la table des retraités mais également des chefs d'entreprise, des commerçants.  
Ils souhaiteraient un impôt qui soit plus juste, l'impôt sur la nationalité, c'est à dire plus de montage financier pour permettre de défiscaliser, à la fois pour le privé mais également pour l'entrepreneur, plus d'optimisation fiscale et plus d'évasion fiscale, avec l'instauration d'une taxe sur les transactions financières.

Il y a une règle qui semble intéressante pour les entreprises, la règle des trois tiers :

un tiers de bénéfices reversé aux salariés, un tiers destiné à l'investissement et un tiers qui reviendrait au chef d'entreprise.

Il y avait beaucoup de révolte autour du crédit d'impôt-compétitivité-emploi, le CICE, qui a pour mission de faciliter l'embauche. Or, il semblerait que les grosses entreprises ne jouent pas le jeu.

Il a été évoqué, non pas la suppression de ce crédit d'impôt, mais plutôt la conservation de ce crédit d'impôts pour que de petites entreprises puissent encore en bénéficier, avec si ce crédit d'impôt continue d'exister, un contrôle renforcé.

Concernant les entreprises, il a été également évoqué avec pas mal de révolte, la nationalité de la fiscalité, c'est à dire que tous les bénéfices en France doivent être taxés en France, tous les travailleurs en France doivent être taxés en France.

Limiter les écarts de salaire, limiter les salaires les plus élevés avec l'instauration d'un coefficient de fois 20 le montant du SMIC. Pas de salaires exorbitants, notamment pour les chefs d'entreprise et les dirigeants.

Au sujet de l'ISF

La volonté de rétablir l'ISF mais peut-être aussi de modifier l'ISF, avec un contrôle de l'ISF, on regarde comment les différents revenus déclarés sont employés.

Concernant l'impôt sur le revenu, c'était un petit peu le point principal du débat.

Il faudrait que l'impôt soit plus juste avec la suppression des niches fiscales notamment de toutes les niches fiscales qui concernent l'acquisition de l'immobilier avec des lois qui permettent de défiscaliser mais qui permettent également d'augmenter les loyers, avec également peut-être une remise en cause de tout ce qui est location en meublé, location meublée professionnelle, suppression des différents taux d'imposition pour les revenus immobiliers.

Il a également été fait état des retraites avec une demande d'indexation des retraites.

Concernant la TVA qui semble être un impôt plus qu'injuste, suppression de la TVA sur les produits de première nécessité et une TVA plus faible sur les produits locaux, les produits fabriqués en France.

## **TABLE 9 : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE**

### **Rapporteur 10**

Les thèmes abordés : le logement, les transports, l'agriculture, les déchets et d'une manière générale le rôle de l'État dans ces quatre domaines.

Le logement

Concernant le logement, l'idée la plus évoquée par le groupe, était le respect d'une construction écologique, avec une obligation de l'État, avec des normes et des réglementations qui obligent les constructeurs à prendre en compte un certain nombre de critères écologiques dans les constructions.

Avec une aide et un investissement de l'État dans cette filière, notamment pour aider les plus pauvres à pouvoir investir dans la construction écologique, avec l'idée que la

construction écologique représente un investissement et non pas un coût, sachant qu'il y a un retour sur investissement du fait notamment du gain énergétique.

Permettre aux individus de développer des maisons autonomes en énergie, en approvisionnement en eau, en ressources.

Mutualiser les économies d'énergie dans les collectivités ou dans le logement collectif.

Mettre en place des sites homologués par l'État pour vérifier la bonne application de toutes ces règles environnementales dans le domaine de la construction.

#### Le transport

Sur le transport, un certain nombre de choses ont déjà été dites : le télétravail, les transports collectifs, le train de proximité, donc je ne vais pas développer.

En revanche, je reviendrais sur un point qui n'a pas été évoqué à mon sens, c'est celui de l'organisation sociale autour du transport.

Les gens aujourd'hui pour des raisons financières vont habiter loin de leur lieu de travail ou loin du centre des villes ce qui implique la nécessité d'avoir un moyen de transport et génère des flux de circulation de plus en plus élevés. C'est à la fois coûteux et environnementalement préjudiciable d'avoir créé des villes dortoirs, notamment des zones urbaines.

On a évoqué ensuite le rôle de l'État

L'État perd ses capacités d'action et c'est au détriment de l'écologie. On voit que l'Union européenne peut même imposer, par exemple, la privatisation des barrages ou des forêts domaniales. Cela pose un problème sur notre capacité d'action écologique via l'État.

Toujours sur les transports, cela a déjà été évoqué : les taxations sur le kérosène, sur les bateaux.

On parle de taxe carbone, elle ne s'applique pas, le principe du pollueur-payeur ne s'applique pas. Il serait bien que l'État reprennent la main sur ce principe.

Que l'État investisse également dans le ferroutage, on en parle depuis très longtemps mais on voit au contraire un recul du ferroutage et de plus en plus de camions sur les routes.

Il faudrait également que les populations soient informées convenablement des pollutions atmosphériques engendrées par les transports.

#### L'agriculture

Nous avons évoqué les problèmes du glyphosate, de l'agriculture chimique. Il devrait y avoir des subventions pour les petits agriculteurs, pour l'agriculture paysanne ou biologique ; que ces subventions ne soient pas attribuées aux agriculteurs qui ont des grosses exploitations et qui pratiquent l'agriculture chimique.

Les cancérologues maintenant s'inquiètent de plus en plus des effets néfastes de cette pollution sur la santé.

Egalement, l'impossibilité pour l'agriculteur de faire un traitement chimique à proximité de l'habitat. Que l'État légifère sur ce point.

#### Les déchets

Des filières de traitement des déchets insatisfaisantes.

Pour une sorte d'économie circulaire, que les déchets soient complètement réutilisés ou transformés, que ça ne concerne pas qu'une petite partie des déchets.

La mise en place du compostage de manière généralisée surtout dans les immeubles collectifs où il n'y a pas du tout accès au compostage.

Réduire le packaging, réduire tous les emballages qui aujourd'hui génèrent une

quantité de déchets impressionnante et des pollutions résultant de l'incinération. Eduquer les enfants sur les gestes écologiques et faire progresser les professionnels en matière de traitement des déchets puisqu'on se rend compte que le traitement est insatisfaisant au niveau des entreprises.

### **Monsieur le Maire**

Juste pour faire le lien, je ne sais pas si c'est stratégique que les gilets jaunes terminent mais en même temps, on leur doit bien ça. Ils sont solidaires, on a les coquelicots et ensuite les jonquilles rebelles.

## **TABLE 10 : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE**

### **Rapporteur 11**

Si je porte ce gilet, ce n'est pas pour épater la galerie, mais c'est pour montrer ce qui est écrit « nous voulons des coquelicots », c'est contre les pesticides de synthèse et vous verrez qu'il y a un lien avec ce dont nous avons parlé ensemble. Parce ce que nous avons relevé un problème majeur qui est la favorisation des actionnaires et des grands groupes pollueurs contre le bien public ou en tout cas le bien de la planète.

Il y a des choses qui nous ont révoltés, notamment, les amendes inférieures au profit des grands groupes et les droits à polluer.

Nous avons pris cette bouteille comme exemple d'une consommation déréglée et du problème des déchets et du plastique qui nous envahissent et qui nous empoisonnent.

L'idée c'est de consommer moins, notamment, à travers les déplacements et les supermarchés.

Bien sûr, c'est un autre mode de vie et la société entière doit prendre conscience et agir dans ce genre de comportement pour que ça se diffuse auprès de nos décideurs, je pense que c'est quelque chose qui doit se faire d'en bas en haut et de haut en bas.

Problème du nucléaire

On s'est dit qu'il fallait une réelle volonté politique pour les énergies renouvelables, tout en étant conscients des préoccupations de certains territoires, comme par exemple ne pas défigurer le paysage.

Néanmoins, le plus important à notre table c'était d'entrer dans une réelle transition écologique.

La première évolution se fait dans la tête, elle est donc individuelle, mais doit aussi passer par des actions collectives, voire institutionnelles qui ont du sens.

Parce que, bien-sûr, on veut tous agir, notamment pour nos enfants ou nos petits-enfants, mais on est conscient de certaines contraintes économiques et les dirigeants doivent composer avec ces contradictions et réfléchir à la finalité de certaines actions qui engendrent des dysfonctionnements. Par exemple, on a évoqué le problème du tri des déchets.

Nous avons terminé par des questionnements : la transition écologique est-elle compatible avec le système économique capitaliste ? Il faudrait peut-être revoir un autre système économique.

Est-ce que la décroissance, au sens de sobriété de vie, n'est pas la solution ?

## **TABLE 11 : CITOYENNETE ET DEMOCRATIE**

### **Rapporteur 12**

Nous étions une petite table de huit mais avec de grandes ambitions.  
Nous sommes globalement tombés d'accord assez facilement.

Premier constat sur notre démocratie aujourd'hui, avec deux avis.

La démocratie est à améliorer.

Nous sommes en démocratie, les élus mettent en place les mêmes principes que ceux d'un régime totalitaire, ça glisse tout doucement, ça fait pas de bruit, comme dernièrement avec la loi anti casseurs : on ne s'attaque pas aux casseurs, on veut empêcher les gens de manifester et on confie le soin à des administratifs de décider. Nous proposons d'aller vers une démocratie beaucoup plus directe qui assure une représentativité des élus beaucoup plus forte.

« Go » à la proportionnelle, n'ayons pas peur des choses.

Aujourd'hui, on dit "attention ça va être le bazar avec la proportionnelle". Pourquoi est ce que l'on a peur ? Aujourd'hui, les gens sont en groupe, en groupe politique, ils ne votent plus par intelligence, ils votent par dogme, comme un seul homme. En quoi ces gens-là sont-ils représentatifs ?

Il faut également mettre des outils de contrôle parce qu'aujourd'hui les gens sont élus et ne rendent aucun compte.

La mise en place du RIC, il ne faut pas en avoir peur, le mot citoyen a l'air de faire peur aux gens. En quoi doit-on avoir peur de l'expression des citoyens ? Il faut se poser la question ? Donc le RIC est un outil de contrôle.

Le deuxième outil de contrôle que l'on propose, c'est une assemblée de type SENAT, le contre pouvoir soit-disant parce qu'aujourd'hui le contre pouvoir, on le cherche encore.

Nous proposons qu'il soit tiré au sort. Et là, pareil, on entend " faire des lois ou comprendre les choses, c'est difficile". On a fait des lois tellement compliquées, les lois ne sont plus pour le citoyen, elles sont pour des systèmes, pour ceux qui payent en fait. Tout est compliqué, il faut un cabinet juridique pour s'y retrouver. Donc le citoyen est perdu, donc il pense qu'il ne pourra pas faire des lois parce que c'est compliqué de faire des lois. Faisons des lois simples que tout le monde comprenne.

Bien-sûr, en point de détail, le casier judiciaire vierge. Il faut arrêter de tourner autour du pot : pour de nombreux métiers, il faut un casier vierge et là pour être élu, pour être député, rien. Il y a aujourd'hui des députés condamnés mais ils sont encore là, c'est terrible.

Il y a une petite question qui nous paraît tendancieuse : il n'y a pas un peu trop d'élus ?

La plupart des gens disent « oui, oui ». Pourquoi ? « Tu as vu combien cela coûte cher tout ça, 577 députés multipliés par 15 000 euros par mois... »

Le vrai problème, si l'on veut vraiment que ce soit représentatif, c'est qu'il en faudrait peut-être beaucoup plus, mais est-ce qu'on a besoin de les payer 15 000 euros par mois pour qu'ils soient vraiment représentatifs !

C'est ça le piège aujourd'hui dans lequel on tombe parce que le jour où l'on va nous

dire « il n'en faut que 90 », ce sera une caste encore beaucoup plus hermétique.

Il faut arrêter ces privilèges. Les privilèges des élus, on le voit mais tous les jours, on dénonce des choses, et puis tout va bien et on nous dit bien souvent « c'est légal », c'est légal mais ce n'est pas légitime, il faut apprendre les mots aux gens.

Les regroupements de communes

Il y a aussi tous les regroupements de communes, tout ce qui entraîne la disparition des petites communes. On nous présente toujours cela de manière très correcte.

Nous ne sommes pas du tout contre la mutualisation des ressources, cela c'est très bien, mais pourquoi empiler encore des échelons où très vite, il faut une secrétaire, il faut des bâtiments et puis on recrée une structure... Cela ne marche pas parce qu'on éloigne des petites communes, les centres de décisions. Les gens ne s'y retrouvent pas parce que les grosses communes tout doucement l'argent arrive vers elles, elles s'équipent, et les petites communes, elles meurent.

Il faut arrêter. On ne fait pas assez attention, ce sont quand même des directives qui viennent de l'Europe, pas l'Europe des peuples qu'on souhaiterait tous, mais l'Europe qui est plutôt au service de la finance.

En synthèse, c'est "devoir et droit et justice pour tous, mais identique". Aujourd'hui, je vous rappelle que le boxeur gitan a pris 3 ans de prison et Benala est toujours dehors.

### **Monsieur le Maire**

Je voulais vous remercier les rapporteurs et vous dire que tenir une centaine de personnes pendant trois heures dans une salle, j'ai rarement vu ça, même dans les plus grands meetings, en tous les cas sur Albertville. Avoir une centaine de personnes encore présentes au bout de trois heures de débats, je trouve que c'est très encourageant pour la démocratie.

Je vous remercie et je remercie surtout les gilets jaunes, c'est à leur initiative que nous devons d'être là pour ce grand débat.

Merci à tous.